



La localisation en temps de Covid-19 : l'expérience des organisations Caritas nationales dans le domaine du financement humanitaire, des partenariats et des efforts de coordination durant la pandémie

RÉSUMÉ ANALYTIQUE

Ce document résume les conclusions d'une enquête et d'entretiens avec plus de 60 organisations Caritas nationales concernant leur expérience de l'approche des agences des Nations Unies, des donateurs et des ONGI en matière de localisation dans la crise de la Covid-19. La section principale de ce document est structurée autour de conclusions sur les questions du financement, des partenariats et de la coordination, et se termine par des recommandations aux donateurs, aux agences des Nations Unies et aux membres de la confédération Caritas.

Les organisations confessionnelles nationales et locales, y compris les organisations Caritas nationales, ont joué un rôle important comme intervenants de première ligne dans la pandémie de Covid-19. Les bailleurs de fonds, les agences des Nations Unies et les ONGI ont reconnu ce fait au niveau politique, et une orientation a été donnée à l'engagement des chefs religieux dans des aspects essentiels de la réponse, comme la communication des risques et l'engagement communautaire. Pourtant, la réponse internationale a eu du mal à traduire cette reconnaissance de leur rôle en partenariats significatifs ou à grande échelle sur le terrain. En juin 2020, environ 1 % seulement des fonds Covid-19 acheminés via le système des Nations Unies parvenaient aux ONG nationales et locales, dont une infime partie aux organisations confessionnelles locales.

Certaines organisations confessionnelles nationales qui avaient des partenariats à plus long terme avec des agences des Nations Unies et des donateurs institutionnels ont décrit des expériences positives en termes de flexibilité de négociation pour orienter les programmes vers la réponse à la Covid-19. Cependant, cela n'a pas été régulier et cette flexibilité s'est parfois faite au détriment de fonds destinés à plus long terme à des priorités humanitaires et de développement sous-jacentes. De même, les efforts visant à acheminer des fonds vers les ONG nationales par le biais des Fonds de Financement Commun Pays des Nations Unies (CBPF) et du Fonds central d'intervention d'urgence des Nations Unies (FCIU ou CERF en anglais) ont été appréciés. Mais seul un petit nombre d'organisations confessionnelles Caritas nationales ont bénéficié des CBPF et aucune n'a bénéficié des subventions ONG du CERF. Le financement du CERF via les agences des Nations Unies ou les ONGI définit généralement le partenaire local comme un sous-traitant, et n'est donc pas conçu pour promouvoir le leadership local de l'action humanitaire. Les CBPF des Nations Unies ont tendance à donner la priorité aux agences internationales car leur processus est lié à ceux des clusters dans lesquels ils ont une forte présence, à moins que des mesures délibérées ne soient prises pour donner la priorité aux acteurs locaux.

Pour ce qui est de permettre une réponse rapide et efficace, la meilleure expérience en matière de financement et de partenariats de qualité a été le fait de mécanismes de financement au niveau des pays, qui impliquent un leadership ou co-leadership des ONG nationales, notamment le Réseau Start et les Fonds LIFT au Myanmar. Pourtant, les bailleurs de fonds institutionnels ont largement échoué à financer ces mécanismes de manière adéquate. Au cours de l'année écoulée, les organisations Caritas nationales ont commencé à voir certains partenaires internationaux recevant un financement pluriannuel et flexible leur en transmettre les bénéfices (par exemple Caritas Danemark en tant qu'intermédiaire pour le financement danois), mais ce n'est pas encore la norme.

Un nombre important d'ONG nationales membres de la confédération Caritas ont critiqué l'approche descendante et bureaucratique des agences internationales lorsqu'elles s'engagent avec les ONG nationales. Les agences humanitaires conventionnelles préfèrent les partenaires nationaux qui reflètent le plus fidèlement possible leur propre forme institutionnelle et leurs méthodes de travail. Leur approche du partenariat érode le caractère et l'enracinement des groupes de la société civile dans les communautés locales. L'approche de la gestion des risques semble souvent plus motivée par les préoccupations des donateurs et des agences internationales concernant leur propre réputation que par la compréhension des risques auxquels sont confrontées les ONG locales et leur soutien pour les gérer, le soutien aux victimes de tout acte répréhensible ou encore le renforcement de la qualité de l'assistance aux communautés touchées par la crise.



Caritas Indonésie aide les chefs religieux locaux à entreprendre des actions de communication des risques et d'engagement communautaire. (Caritas Internationalis/2020)

Recommandations générales :

- 1. Accroître le soutien aux plateformes de financement nationales, qui encouragent le leadership des ONG locales, la préparation et le financement en temps voulu des intervenants de première ligne.** Des partenariats à long terme avant que les crises ne surviennent sont essentiels pour favoriser le potentiel des acteurs locaux en matière de préparation, de résilience et de réponse. Les plateformes dirigées par les ONG sont les mieux placées pour favoriser une approche holistique du renforcement des capacités spécifiques au secteur institutionnel et technique des ONG locales (par exemple par le partage des compétences Sud-Sud et « l'apprentissage par la pratique »).
- 2. Aller au-delà du suivi quantitatif de la localisation pour évaluer la qualité des financements et des partenariats avec les ONG locales.** Les projets à court terme, qui maintiennent les ONG locales attrapées dans des rôles de sous-traitants, ne favorisent pas le leadership local ni la résilience. Dans les crises prolongées et au-delà de la phase de trois mois des interventions d'urgence rapides sur le terrain, les agences internationales devraient être tenues responsables des stratégies de sortie efficaces et de la promotion du leadership local de la réponse. Les agences des Nations Unies et les ONGI recevant un financement pluriannuel devraient être tenues responsables de la répercussion en cascade d'avantages aux partenaires locaux.
- 3. Reconnaître et traiter les risques auxquels sont confrontées les ONG locales, notamment par une approche globale juste et cohérente, pour couvrir leurs frais généraux.** Un financement de qualité à plus long terme et des plateformes nationales, comme indiqué ci-dessus, sont clés pour des partenariats efficaces avec les ONG locales dans la gestion des risques. Les politiques, les procédures, la formation et la culture organisationnelle requises pour la gestion des risques ne peuvent pas être financées sur des projets à court terme sans prise en charge des frais généraux. Une tolérance zéro envers le fait de ne pas s'attaquer à tout acte répréhensible devrait remplacer l'approche réactive actuelle, qui se centre sur la gestion des risques de réputation des donateurs plutôt que sur les risques auxquels sont confrontées les communautés ou les ONG locales dans les situations de crise.
- 4. Faire participer divers acteurs locaux de la société civile, notamment les organisations confessionnelles, sans les « ONGiser » en répliques d'agences internationales.** Les priorités pour renforcer la participation des acteurs locaux de manière coordonnée et les efforts élargis entre agences comportent l'élimination des barrières linguistiques, le renforcement de l'engagement sous-national (y compris par le biais d'une coordination par zone) et l'établissement d'étapes plus systématiques à travers le Cycle du programme humanitaire des Nations Unies et ses structures de coordination (c'est-à-dire les Équipes humanitaires pays (HCT), les clusters et les groupes de travail sectoriels) pour y associer un éventail diversifié d'acteurs locaux, notamment les groupes religieux, les organisations de défense des droits des femmes, les organisations de personnes handicapées et les réseaux locaux de jeunes. Les forums nationaux des OSC devraient être financés et les ONGI devraient agir en tant qu'« alliées » des ONG nationales dans les processus de coordination, y compris par l'accompagnement de leur participation, le partage d'informations et le profilage de leur contribution au travail conjoint, notamment de plaidoyer.



Caritas Bangladesh organise une séance d'hygiène Covid19 avant une distribution.
(Caritas Internationalis/2020)

CONFÉDÉRATION CARITAS : LES DIFFICULTÉS DE L'ENGAGEMENT DU SYSTÈME HUMANITAIRE AUPRÈS DES ORGANISATIONS CONFESSIONNELLES NATIONALES

La confédération Caritas est officiellement liée à l'Église catholique et regroupe 162 organisations membres dont la plupart sont des organisations confessionnelles nationales et dont un sous-ensemble opère à la fois au niveau national et international.¹ À ce titre, la confédération Caritas représente le deuxième plus grand réseau d'organisations nationales de la société civile travaillant dans le monde, après la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge. En 2019, la confédération a adopté un ensemble d'engagements décrivant comment les membres de Caritas aux mandats à la fois nationaux et internationaux travailleront pour transférer le pouvoir et les ressources aux organisations Caritas nationales, ainsi qu'aux autres ONG nationales partenaires.²

De nombreuses organisations affiliées à Caritas ne se considèrent pas comme des « ONG », mais plutôt comme des « organisations confessionnelles » (établies par la Conférence des Évêques catholiques nationale et responsables envers elle), l'« ONG » étant une construction dans laquelle elles doivent s'intégrer pour obtenir une reconnaissance juridique et avoir accès au financement. Dans tous les contextes, il est important de souligner que les organisations Caritas nationales travaillent sur la base des principes humanitaires en soutenant les efforts d'assistance et de protection à partir d'une approche impartiale et fondée sur les besoins. Elles ne diffusent pas l'Évangile, le prosélytisme étant en effet strictement interdit, mais vivent plutôt la mission de service inspirée par l'Évangile et par la doctrine sociale catholique.³ Dans certains contextes, les organisations Caritas nationales ne sont pas non plus légalement enregistrées en tant qu'ONG ni perçues comme telles par le gouvernement, ce qui peut en effet parfois faciliter leur travail et leur accès aux populations touchées par les crises, auxquelles les ONG n'ont pas accès.

Les organisations Caritas nationales sont fondées dans des contextes où il y a des communautés catholiques, et elles sont gouvernées par la Conférence épiscopale de leur contexte national. Contrairement à d'autres confessions chrétiennes (par exemple anglicane, évangélique, etc.), les organisations Caritas nationales sont le bras de l'action sociale de l'Église catholique locale et, par conséquent, elles sont les partenaires privilégiés du travail humanitaire. Ainsi trouvera-t-on une coupe pour la collecte de dons pour le travail humanitaire de l'organisation Caritas nationale à l'arrière de la plupart des églises catholiques. Le plus souvent, les organisations Caritas nationales se composent d'un secrétariat au niveau national et d'organisations Caritas diocésaines au niveau local. Chacun de ces niveaux est lié aux structures de l'Église catholique nationale et locale, et ces relations sont essentielles pour l'efficacité et la légitimité de l'organisation.

Les organisations Caritas nationales sont fondées dans des contextes où il y a des communautés catholiques, et elles sont gouvernées par la Conférence épiscopale de leur contexte national. [...] Le plus souvent, les organisations Caritas nationales se composent d'un secrétariat au niveau national et d'organisations Caritas diocésaines au niveau local. Chacun de ces niveaux est lié aux structures de l'Église catholique nationale et locale, et ces relations sont essentielles pour l'efficacité et la légitimité de l'organisation.

Le bureau national de Caritas est généralement basé dans la capitale et a souvent un personnel relativement restreint, mandaté en coordination interne et en liaison avec la Conférence épiscopale catholique et les processus œcuméniques, interconfessionnels et gouvernementaux au niveau national. Le poids de la programmation humanitaire est souvent porté et mis en œuvre par les organisations Caritas diocésaines, qui fonctionnent parfois dans la pratique comme des ONG locales autonomes (ayant même un statut juridique distinct). Cela peut également refléter la manière dont les structures de l'Église et les communautés de croyants sont intégrées dans une dynamique sociale et politique plus large dans un contexte donné, qui peut être très différente de la manière dont les ONG laïques (nationales ou internationales) sont structurées. Alors que la structure plus large de l'Église varie selon les différents contextes, de nombreux pays ont également des organes impliqués dans l'action sociale, comme une Commission catholique de la santé, une Commission catholique de l'éducation, une Commission catholique pour les migrations et une Commission catholique pour la justice et la paix, avec lesquelles l'organisation Caritas nationale se coordonne.

Alors que les organisations Caritas nationales sont souvent bien connues dans leur contexte national et local, en particulier dans les pays qui ont une population catholique (chrétienne) importante, au niveau mondial, elles sont parfois mal comprises. Dans certains contextes où les chrétiens sont une communauté de croyants minoritaire, la politique nationaliste

populiste et les divisions entre communautés confessionnelles ont parfois abouti à la discrimination et/ou au harcèlement à la fois de la communauté et des organisations confessionnelles chrétiennes. Parfois, les organisations Caritas nationales et, malheureusement, leur personnel, ont même couru des risques. Cependant, là où il n'y a pas de communautés catholiques, il n'y a pas non plus d'organisation Caritas nationale, mais parfois les membres de Caritas travaillant au niveau international soutiennent d'autres ONG nationales du contexte ou mettent en place leur propre programme national. Par exemple, Caritas Pologne est en train d'établir une présence au Yémen, qui n'est pas sous la marque Caritas Yémen, mais bien Caritas Pologne opérant au Yémen. Cet exemple est un cas tout à fait exceptionnel car le caractère autonome et national des organisations Caritas nationales est la norme.

Parmi les organisations Caritas nationales, il existe un vaste éventail d'expériences en matière d'engagement avec les agences des Nations Unies, les ONGI et les donateurs bilatéraux. Par exemple, 19 personnes ayant répondu à notre enquête ont indiqué qu'elles étaient accréditées sur le Portail des partenaires des Nations Unies et 21 qu'elles ne l'étaient pas, même si elles avaient une convention de partenariat en cours avec une ou plusieurs agences des Nations Unies. À une extrémité de l'éventail, il y a des ONG nationales comme Caritas Honduras qui siège à l'Équipe humanitaire pays (HCT), Karuna Mission Social Solidarity (KMSS), au Myanmar, qui a siégé à la fois à la HCT et au Conseil consultatif stratégique du Fonds commun humanitaire de l'ONU, et Caritas Bangladesh qui est un partenaire majeur du HCR dans la réponse à la crise des Rohingyas et qui joue un rôle de premier plan dans les efforts humanitaires plus larges de résilience dans le pays. À l'autre extrémité, il y a les organisations Caritas nationales, qui ont actuellement peu ou pas d'engagement avec les agences humanitaires des Nations Unies ou les donateurs institutionnels et qui s'appuient principalement sur les fonds qu'elles collectent au niveau national ou provenant d'organisations partenaires de la confédération mondiale Caritas. C'est pour ces raisons que les organisations Caritas nationales et les ONGI affiliées à Caritas se sont réunies pour mener une enquête et des entretiens afin de mieux comprendre la situation actuelle des efforts de localisation dans la réponse à la crise de la pandémie de Covid-19. Ce document reprend nos conclusions et nos recommandations.



Le personnel et les bénévoles de Caritas Bolivie apportent leur aide au ministère des prisons pour fournir de l'aide aux détenus pendant Covid19. (Caritas Internationalis/2020)

Accès unique pour aider les prisonniers grâce aux liens de Caritas Bolivie et au rôle du ministère de l'Église dans les prisons

À l'exception du CICR, la plupart des agences humanitaires se voient refuser l'accès au service pénitentiaire dans la plupart des contextes. Dans certains pays, grâce au rôle de longue date de l'Église qui offre des services de son ministère dans les prisons, l'organisation Caritas nationale dispose d'un point d'entrée pour fournir différents types de soutien, à la fois psychosocial et matériel. Par exemple, la crise de la Covid-19 a poussé le système national de santé bolivien au-delà de ses capacités. L'approvisionnement alimentaire dans les prisons a été considérablement réduit et les proches des détenus n'ont pas pu leur rendre visite pour leur apporter de la nourriture ou des produits d'hygiène indispensables. La Pastorale Sociale de Caritas Bolivie (PSCB) a ciblé les couches les plus vulnérables de la société dans sa réponse à la Covid-19, qui sont confrontées à la discrimination de la part de la population en général et sont moins susceptibles de recevoir le soutien bénévole ou de l'État. Il s'agit du soutien aux prisonniers, aux migrants, aux réfugiés vénézuéliens, aux enfants dans les orphelinats et aux personnes âgées dans les maisons de retraite. Le HCR a travaillé avec la PSCB en tant que partenaire d'exécution en raison de la capacité de Caritas pour accéder à cette population vulnérable par le biais de son ministère dans les prisons, ainsi que de ses réseaux nationaux d'équipes diocésaines locales capables de mobiliser une base de bénévoles. En conséquence, des vivres et des produits d'hygiène ont été livrés aux détenus, hommes et femmes, dans presque toutes les prisons du pays. Concrètement, un soutien d'un repas par jour ainsi que des produits essentiels comme le papier hygiénique, les désinfectants pour les mains et des médicaments, dans la mesure du possible, leur ont été distribués.

FINANCEMENT

Les réponses à notre enquête ont indiqué que les plus grandes difficultés en matière de financement étaient liées à un soutien inadéquat des frais généraux, à la courte durée des subventions et à leur manque de flexibilité, comme pour les partenariats. Sur les 55 personnes ayant répondu à l'enquête, 36 ont été confrontées à au moins un de ces problèmes, la durée de la subvention et le soutien inadéquat des frais généraux ayant tous deux été signalés 18 fois.

Financement projeté à court terme et manque de soutien des frais généraux

– Le manque de soutien adéquat pour les frais généraux est apparu comme une grande difficulté pour les ONG nationales membres de Caritas. Bien que chaque agence des Nations Unies ait fourni une couverture des frais généraux à au moins une personne ayant répondu à l'enquête, cela n'a pas été régulier et les montants apportés ont été perçus comme très faibles par rapport au soutien fourni par les donateurs privés (par exemple de sympathisants catholiques) ou par le financement direct des donateurs bilatéraux. Seules 7 personnes ayant répondu à l'enquête ont déclaré avoir reçu une couverture des frais généraux du HCR et 4 du PAM, et seules 1 ou 2 personnes ayant répondu à l'enquête ont déclaré avoir reçu cette couverture d'autres agences des Nations Unies. Les changements apportés à la politique mondiale de l'UNICEF en matière de frais généraux semblent avoir entraîné une certaine confusion et une mise en œuvre incohérente sur le terrain. Une personne a indiqué dans sa réponse que le bureau de l'UNICEF dans le pays n'autorisait pas la couverture des frais généraux, alors qu'« ils savaient que le siège de l'UNICEF s'était engagé à fournir le recouvrement des coûts indirects aux partenaires ». Une prise en charge inadéquate des frais généraux a donc eu lieu sous plusieurs formes et a eu des conséquences diverses. Dans certains cas, le financement pour des questions importantes (par exemple l'entretien des véhicules) s'est épuisé avant la fin du programme. Dans d'autres cas, le montant convenu ne reflétait pas le coût réel de l'exécution du programme.

« Nous bénéficions d'une contribution de 4 % du HCR à nos frais généraux, ce qui est mieux que celle d'autres agences des Nations Unies. Même si nous l'apprécions, il s'agit en fait d'une très faible contribution à ces coûts, qui ne couvre pas vraiment nos frais généraux réels. Elle couvre la formation du personnel liée au projet, les coûts des services collectifs de base et certains coûts du personnel d'appui. Mais d'autres partenaires internationaux apportent 7 ou 10 %. À ce titre, d'autres donateurs et nous-mêmes subventionnons réellement les programmes financés par le HCR. »

Membre du personnel d'une Caritas nationale

Plusieurs personnes ayant répondu à l'enquête ont également lié le manque de soutien des frais généraux à des défis plus larges découlant d'un financement projeté à court terme. Les deux situations signifient qu'il est difficile de maintenir un soutien pour les salaires du personnel avec en conséquence des difficultés inévitables pour retenir le personnel qualifié. Dans certains cas, le personnel est parti pour les agences des Nations Unies et pour les ONG internationales qui débauchent le personnel par des salaires plus élevés ; dans d'autres cas, le personnel reste mais travaille sur une base bénévole, renonçant à son salaire entre projets. Les partenaires de Caritas ont souligné comment certains donateurs, comme le Royaume-Uni, l'Allemagne et les Pays-Bas, ont commencé à insister pour que les ONGI partenaires répercutent les frais généraux sur leurs partenaires locaux. Les ONGI affiliées à Caritas ont-elles-mêmes des approches diverses des frais généraux. Apporter des frais généraux faibles ou proches de zéro est considéré comme une manifestation particulièrement aiguë du non-respect des engagements en matière de localisation. Les organisations Caritas nationales ont appelé les donateurs, les agences des Nations Unies et les ONGI, y compris les affiliées à Caritas, à convenir d'une approche mondiale harmonisée et alignée à cet égard.

Manque de financement en temps voulu par le système des Nations Unies – Manque de financement en temps voulu par le système des Nations Unies – La rapidité est d'une importance cruciale pour sauver des vies lors de situations d'urgence comme la pandémie de Covid-19. Pour la majorité des personnes ayant répondu à notre enquête, le « financement privé » a été cité comme la source de financement la plus opportune de leur réponse à la Covid-19, et le plus grand nombre de demandes de financement ont été faites à des donateurs privés, y compris des sympathisants de la communauté catholique et des appels à soutien à d'autres partenaires de la confédération Caritas. Dans plusieurs contextes, les partenaires nationaux de Caritas, et d'autres partenaires locaux, ont décrit des retards de plusieurs mois dans le financement des agences des Nations Unies (dans un cas concret, une agence des Nations Unies a diffusé des déclarations publiques selon lesquelles elle avait fourni des EPI à des ONG locales dirigées par des femmes, ce qui n'avait pas été le cas).



Caritas Myanmar (KMSS) rencontre les autorités locales pour discuter de la préparation et de la réponse à la pandémie de Covid-19. (Caritas Internationalis/2020)

Apprendre de la « rapidité » du financement humanitaire et de la combinaison de mécanismes de financement au Myanmar

L'expérience du Myanmar illustre les bonnes pratiques et les défis à relever pour mobiliser le déboursement en temps voulu des fonds humanitaires aux ONG nationales. Karuna Mission Social Solidarity (Caritas Myanmar) est une ONG nationale très respectée qui travaille avec un réseau de 17 Caritas diocésaines couvrant le pays, qui jouent un rôle de leadership des efforts de réponse aux crises dans les différentes parties du pays faisant face aux conflits, aux catastrophes naturelles et aux problèmes de résilience à long terme.

Trois semaines avant que le premier cas de coronavirus ne soit identifié dans le pays, KMSS avait déployé un plan national et sous-national de préparation et de réponse à la Covid-19 et mis en œuvre la formation du personnel ainsi que l'acquisition de biens pertinents pour la réponse. Tout cela dépendait de la capacité de KMSS à tirer parti de son propre financement privé et du soutien des ONGI partenaires à long terme, qui à leur tour puisaient dans leurs propres fonds d'intervention d'urgence, collectés à titre personnel, et dans un financement pluriannuel et flexible de donateurs institutionnels.

En même temps, KMSS a travaillé avec d'autres ONG nationales qui se sont associées au renforcement des capacités en situation d'urgence et à la résilience à long terme soutenues par le « LIFT » (un mécanisme de financement au niveau du pays soutenant les efforts en matière de sécurité alimentaire et de moyens de subsistance) pour faire pression sur les donateurs au sein du Conseil du LIFT et mobiliser des fonds pour les soutenir. Cela a été un succès et les bailleurs de fonds du LIFT ont accepté de débloquer 1,5 million de dollars pour soutenir les programmes d'ONG nationales et locales en moins de 10 jours. Un dialogue direct de longue date entre ONG nationales et donateurs avait établi la confiance nécessaire à la fois entre les ONG nationales elles-mêmes pour qu'elles puissent collaborer, et avec les donateurs. Le financement par le système des Nations Unies a été plus lent. Le Fonds de financement commun Pays des Nations Unies au Myanmar a lancé un appel Covid-19 en avril, suivi d'une première allocation standard en juin, d'une deuxième allocation standard en octobre et d'une troisième allocation finale actuellement en cours. Celles-ci prennent généralement entre un mois et un mois et demi pour passer de la demande au déboursement puis au déploiement de la subvention. Les petites ONG locales sont exclues de l'accès à ces fonds en raison des lourdes exigences de diligence raisonnable, mais elles peuvent devenir des partenaires sous-traitants pour d'autres.

Parmi les agences des Nations Unies, la plupart des demandes présentées par les organisations Caritas nationales ont été soumises au HCR (7), suivi de l'UNICEF (5) et du PAM (5). Au moins une demande a été faite à chaque agence des Nations Unies répertoriée. Dans certains contextes, notamment en Argentine et en Namibie, la crise de la Covid-19 a signifié que les organisations Caritas nationales ont commencé à s'engager pour la première fois avec les agences des Nations Unies sur la réponse humanitaire. 49 allocations de financement supplémentaires ont été accordées, selon les rapports. 22 d'entre

La prise de décision sur les allocations dans le cadre des CBPF a été décrite comme étant dirigée par les coordinateurs de clusters et les agences internationales influentes dans ces derniers, et les ONG nationales ont souvent peu d'influence malgré leur participation aux conseils consultatifs stratégiques des CBPF.

elles étaient inférieures à 100 000 dollars, 20 se situaient entre 100 000 et 500 000 dollars, 2 entre 500 000 et 1 million de dollars et 5 ont dépassé 1 million de dollars (dont une du HCR et une du PNUD). Le HCR a approuvé 7 subventions, ce qui signifie qu'il a approuvé chaque demande rapportée. L'UNICEF et le PAM n'ont approuvé que 3 subventions des demandes rapportées. Toutes les agences des Nations Unies ont approuvé au moins une demande, hormis la FAO. Les mesures prises par le système des Nations Unies pour commencer à octroyer des subventions du FCIU ou CERF via l'OIM aux ONG ont été reconnues comme un progrès, mais les organisations Caritas nationales n'ont pu accéder à aucun de ces fonds, qui étaient principalement alloués aux agences des Nations Unies et aux ONGI.

Les Fonds de Financement Communs Pays des Nations Unies (CBPF) sont fréquemment cités par les donateurs et les acteurs des Nations Unies comme mécanisme principal pour acheminer des fonds vers les acteurs locaux, mais l'expérience des organisations Caritas nationales en la matière varie considérablement d'un contexte à l'autre.

En Ukraine, par exemple, l'organisation Caritas nationale a fourni des commentaires très positifs sur la gestion et la flexibilité des contributions dans le cadre des CBPF (« Les CBPF fonctionnent grâce à un système de gestion des subventions en ligne qui est le meilleur outil opérationnel, à toutes les étapes du cycle de projet, avec lequel j'aie jamais travaillé. »)

Pourtant, dans plusieurs contextes, la prise de décision sur les allocations dans le cadre des CBPF a été décrite comme étant dirigée par les coordinateurs de clusters et les agences internationales influentes dans ces derniers, et les ONG nationales ont souvent peu d'influence malgré leur participation aux conseils consultatifs stratégiques des CBPF. Les organisations Caritas nationales ont appelé à un rôle plus systématique et renforcé des ONG nationales dans les conseils consultatifs des CBPF au niveau national et mondial. La perspective de relier les ONG nationales à travers tous les conseils consultatifs des CBPF pour identifier les priorités communes et influencer le groupe de travail mondial sur les Fonds de financement communs, qui prend les décisions sur les CBPF à l'échelle mondiale, a également été soulignée.

Préoccupations concernant l'impact à long terme des diminutions de financement liées à la Covid-19 – Pour les membres de la confédération Caritas, la collecte de fonds repose avant tout sur le soutien de la communauté catholique et les contacts personnels centrée sur les églises et les institutions associées. En tant que telle, l'impact des confinements et des mesures de distanciation sociale sur la collecte de fonds a été énorme. De nombreux partenaires de Caritas ont pris des mesures pour atténuer cet impact, dont les plus courantes ont été la réaffectation des fonds existants (34), la réduction des coûts de fonctionnement (31), et enfin la mise en place du gel du recrutement (15). La plupart des réponses qualitatives à cette question concernaient les salaires et soulignaient combien le personnel avait dû voir se réduire les heures de travail et ne pas se renouveler les contrats ni les congés d'ancienneté. Plusieurs personnes ayant répondu à l'enquête ont également souligné leurs préoccupations concernant la nature à court terme des programmes gouvernementaux de chômage partiel ou de chômage technique et les implications à long terme des impacts économiques de la crise. La crainte est que la Covid-19 entraîne une « tempête parfaite » en 2021, et qu'à la fois le financement par les donateurs se voie réduit et les dispositions relatives au chômage partiel ou au chômage technique provisoires ne soient plus disponibles.



Le personnel de Caritas Jordanie collabore avec le secteur privé local pour faciliter la livraison sans interruption de médicaments aux patients pendant confinement suite au Covid19. (Caritas Internationalis/2020)

Des fonds flexibles pluriannuels permettent l'innovation et la collaboration Nexus humanitaire et de développement avec le gouvernement jordanien

Depuis 2018, Caritas Jordanie bénéficie d'un financement pluriannuel du ministère danois des Affaires étrangères acheminé via Caritas Danemark. Auparavant, seules des réponses de programme humanitaire d'un an pouvaient être demandées, ce qui présentait des difficultés en termes de planification et de mise en œuvre dans ce qui est devenu une crise prolongée de 10 ans.

Un financement à long terme a permis l'apprentissage et l'innovation, y compris le pilotage de nouvelles approches pour renouveler les prescriptions pour des problèmes de santé chroniques, ce qui n'était auparavant pas courant chez les praticiens de la santé en Jordanie. Il est maintenant étendu et utilisé par Caritas Jordanie, le Ministère de la Santé et le HCR, et a permis un apport plus sûr de médicaments aux patients pendant le confinement et dans le contexte des efforts de distanciation sociale.

La convention de partenariat stratégique soutenue par le Danemark a aussi facilité une plus grande collaboration entre les acteurs humanitaires et du développement. Par exemple, elle a permis une visite d'étude des responsables de Caritas Jordanie et du Ministère jordanien de la Santé au Danemark, qui a éclairé les discussions avec les autorités sanitaires jordaniennes sur des approches plus viables et durables des soins de santé primaires dans le pays. Ces investissements ont porté leurs fruits dès le début de la réponse à la Covid-19, tandis que d'autres agences ont eu du mal à répondre. Par exemple, en avril, Caritas Jordanie a pu négocier avec le gouvernement, les pharmacies locales et une société de livraison du secteur privé (UPS) la mise en place d'un système de livraison de médicaments aux patients. La rapidité d'action dans ce domaine a été possible grâce à nos ONGI partenaires et à des bailleurs de fonds permettant une certaine flexibilité. Suite aux commentaires très positifs des patients dès les premières livraisons d'UPS en avril, financées par nos ONGI partenaires, le HCR nous a permis d'utiliser cette approche qui a été soutenue par son financement en mai.



Le personnel de Caritas Jordanie travaillant dans un établissement de santé primaire aide les familles à accéder aux soins de santé pendant le Covid19 pandémie. (Caritas Jordanie/2020)

PARTENARIATS

Notre étude suggère que les difficultés les plus importantes auxquelles ont été confrontées les organisations Caritas nationales dans les partenariats pendant la réponse à la crise de la Covid-19 ont été les suivantes :

Inflexibilité – Pendant la crise de la Covid-19, les agences des Nations Unies ont adopté un ensemble important d’engagements au niveau mondial pour étendre de nouvelles formes de flexibilité dans leur financement et leurs partenariats à leurs partenaires d’exécution. CAFOD, CRS et des organisations Caritas nationales comme Karuna Mission Social Solidarity au Myanmar ont joué un rôle important dans la promotion de ces engagements, au sein du groupe 5 de résultats de l’IASC sur le financement humanitaire, lors des réunions des directeurs d’agence de l’IASC et dans d’autres discussions avec les agences des Nations Unies et les donateurs.⁴

Cependant, les personnes ayant répondu à notre enquête ont constaté que si les donateurs privés et bilatéraux qui avaient fourni un financement direct étaient très flexibles, la performance des agences des Nations Unies sur le terrain était plus variable. Là où les organisations Caritas nationales recevaient un financement direct de donateurs bilatéraux ou par le biais d’accords de financement permettant le dialogue avec les donateurs, il y avait une plus grande flexibilité en termes d’adaptation de la programmation, de flexibilité de la budgétisation et d’assouplissement des délais de présentation des rapports. Il semble que les orientations générées au niveau mondial par l’IASC n’aient pas été clairement diffusées ou suivies de manière régulière par les agences des Nations Unies partenaires sur le terrain. Sur les 60 personnes ayant répondu à l’enquête, seulement 5 ont qualifié les agences des Nations Unies de satisfaisantes (c’est-à-dire claires et proactives) en matière de conseils sur la flexibilité du financement.

Sur les 60 personnes ayant répondu à l’enquête, seulement 5 ont qualifié les agences de claires et proactives en matière de conseils sur la flexibilité du financement.

En termes de types de financement ou de flexibilité de partenariat, les personnes ayant répondu à l’enquête ont souligné les formulations suivantes :

Mon organisation n’a pas demandé de modifications financières ou d’allocations	12
Prolongation sans frais	16
Modifications du budget (par exemple ajustement des montants des postes, catégories ou lignes budgétaires)	27
Modifications du programme	17
Augmentation des frais admissibles (couverture des activités qui n’ont pas eu lieu en raison de la Covid-19, annulation de voyages, salaires du personnel pendant le confinement ou période de mouvement restreint, heures supplémentaires du personnel, etc.)	12
Achat d’EPI pour le personnel ou les bénéficiaires avec les fonds existants	19
Augmentation de la couverture des avantages sociaux du personnel, ou des coûts supplémentaires liés à l’humain (voyages / visas du personnel, soins de santé, temps de congé maladie ou arrêt de travail supplémentaire)	2
Autre (veuillez préciser)	5

Parmi les exemples d’expériences positives, le HCR a été cité comme étant très efficace dans son approbation des réalignements budgétaires au Burundi, ainsi que le « END Fund » (qui soutient le travail sur les maladies tropicales négligées), proposant lui-même des adaptations de programme, plutôt que d’attendre qu’on le lui demande. ECHO a également été distinguée comme étant « flexible face à la situation économique suite à la situation d’urgence de la Covid-19, et acceptant des prolongations de la durée des projets, la modification de certains postes et l’extension du budget ». Un peu plus de la moitié des personnes ayant répondu à notre enquête ont reçu une formation, sous une forme ou sous une autre, pour adapter leurs programmes ou entreprendre une nouvelle programmation en réponse à la Covid-19, et la majorité d’entre elles l’ont trouvée très ou assez satisfaisante.

En termes de difficultés, plusieurs personnes ayant répondu à notre enquête ont signalé que les processus d'approbation ne s'adaptent pas pour refléter les circonstances changeantes, les retards dans les déboursements de financement, le manque de prolongations, l'inflexibilité des programmes et le temps trop long pour apporter son feedback sur l'adaptation des propositions. Par exemple, un projet soutenu par l'UNICEF a été identifié comme ayant effectué une évaluation préliminaire insatisfaisante, qui ne reflétait pas la réalité et entraînait un travail supplémentaire du personnel de Caritas et des écarts budgétaires, ce que l'UNICEF n'a ensuite pas reconnu dans sa flexibilité de financement.

Approches inefficaces de la gestion des risques, qui ne parviennent pas à aider les ONG nationales à faire face à ceux auxquels elles sont confrontées – Les organisations Caritas nationales ont décrit de multiples risques complexes dans la réponse à la Covid-19 et des difficultés pour les atténuer allant de l'accès aux fournitures d'EPI aux différentes manières par lesquelles les groupes armés et autres détenteurs du pouvoir ont cherché à utiliser la pandémie comme prétexte pour poursuivre les programmes politiques et les conflits.⁵

« Les donateurs assument que les ONG devraient être en mesure de faire face à tout type de risque au cas où quelque chose se produirait, et lorsqu'un problème survient, ils retirent le financement et le projet n'est pas exécuté. »

Personnel d'une organisation membre de Caritas Africa

Leur capacité à gérer ces risques est venue principalement de la créativité et de l'apprentissage par la pratique de leur propre personnel, ainsi que du soutien technique et du financement des ONGI affiliées à la confédération Caritas, et/ou d'autres ONGI et partenaires nationaux. En revanche, en moyenne une réponse et demie sur dix seulement ont indiqué que les agences des Nations Unies et/ou les donateurs avaient aidé à faire face à ces menaces. Parmi les exemples positifs partagés, était citée la mise en œuvre par le HCR d'une formation en ligne sur la gestion des risques dans la réponse à la Covid-19, qui portait sur les questions de protection, de sûreté et de sécurité, d'acceptation par la communauté et du devoir de diligence. Parmi les autres exemples positifs, se trouvaient l'apport de financement à des initiatives visant à faire face aux risques (soit directement à l'organisation Caritas nationale, soit à des initiatives engageant le gouvernement ou d'autres parties prenantes associées au risque lui-même ou à sa gestion), le plaidoyer en faveur d'un accès humanitaire fondé sur des principes, la prestation de services de sécurité, de coordination et de partage d'informations, et le soutien à la planification.

Les questions sur les agences internationales, sur les donateurs et sur la gestion des risques ont rapidement suscité des réponses mettant en évidence le dysfonctionnement de leurs approches actuelles. Les organisations Caritas nationales ont reconnu l'importance de la qualité et de la reddition de comptes des programmes, mais la perception générale est que les approches actuelles des agences internationales reflètent leur besoin d'exercer un contrôle. En revanche, plusieurs réponses ont fait référence à la doctrine sociale de l'Eglise et à l'Encyclique *Laudato Si'* du Pape François, qui met l'accent sur l'importance des approches holistiques pour promouvoir la voix, la dignité et le service des personnes et des communautés touchées par la crise. OCADES (Caritas Burkina Faso), par exemple, a souligné l'importance des principes de subsidiarité et de participation : « *L'action humanitaire ne doit pas se substituer à l'action des personnes et des communautés affectées. Elle doit chercher à accompagner les gens dans leur situation de crise, plutôt que d'essayer d'y faire face à leur place.* »

En ce qui concerne les aspects pratiques, que ce soit pour la sauvegarde, la gestion financière ou d'autres aspects de la gestion des risques, les organisations Caritas nationales ont fortement souligné l'importance d'investir dans un renforcement complet des capacités et un soutien des frais généraux. Un financement de qualité qui permette aux ONG nationales d'investir dans leurs systèmes institutionnels et dans la capacité du personnel à gérer efficacement les risques a été souligné comme particulièrement important. L'importance d'un dialogue entre bailleurs de fonds, agences internationales et ONG nationales pour comprendre les risques et identifier les approches de partenariat pour y faire face ensemble a également été soulignée. Les différents types de violence, d'intimidation et de harcèlement qui se manifestent dans les programmes humanitaires sont souvent aussi entraînés par une dynamique politique ou économique plus large et par l'exercice de contrôle par d'autres acteurs puissants dans le contexte. La société civile locale et les intervenants de première ligne sont également parmi les plus exposés. Certaines personnes ayant répondu à notre enquête ont souligné que les acteurs internationaux devraient accorder une plus grande attention à l'impact de ces dynamiques sur les ONG nationales et renforcer les efforts par la diplomatie humanitaire pour y faire face. Malheureusement, à quelques exceptions près, le modèle général du secteur à l'heure actuelle est celui du « transfert de risques » ou de l'« évitement des risques » plutôt que du « partage des risques ».

Importance du soutien à long terme du renforcement des capacités fondé sur le partenariat

– Alors que la possibilité d'accéder à des formations ad hoc par le biais de clusters a été appréciée par certains, de nombreux partenaires Caritas ont souligné l'importance d'une approche à long terme du renforcement des capacités, qui relie le développement organisationnel dans ses fonctions essentielles (comme l'administration financière, la sauvegarde, la reddition de comptes) et le renforcement des capacités techniques thématique ou sectoriel. Une bonne pratique mise en évidence est l'engagement de la confédération Caritas à allouer systématiquement au moins 2 % des fonds levés par n'importe quel membre de Caritas pour une crise donnée, aux priorités de renforcement des capacités déterminées par l'organisation Caritas nationale dans le contexte. Cependant, notre étude n'a pas révélé si tous les partenaires de Caritas concrétisaient cet engagement. De même, il est clairement possible de renforcer la collaboration entre les partenaires de Caritas opérant au niveau international et dans le soutien au renforcement des capacités des organisations Caritas nationales, sans quoi la multiplication et le double emploi des efforts et des lacunes en sont les conséquences. L'appui aux approches du « partage des compétences » locales (Sud-Sud) et l'allocation de fonds permettant des initiatives pilotes ont été soulignés comme particulièrement importants.

Préférence pour les ONG nationales qui « ressemblent le plus aux internationales » – De diverses manières, les donateurs, les agences des Nations Unies et la plupart des ONGI laïques sont perçus comme attirant les organisations nationales qui ressemblent le plus à leur propre forme institutionnelle et à leurs méthodes de travail. Dans plusieurs contextes, la perception est que les agences des Nations Unies accordent la priorité à un nombre restreint d'ONG nationales, et que le poids de leur financement et de leur influence affaiblit le caractère local, l'identité et la légitimité de ces organisations. Un informateur a décrit comment des agences des Nations Unies créent essentiellement des ONG locales à leur image, d'autres ONG nationales, pourtant ancrées dans les normes et méthodes de travail locales, étant exclues de leur financement.

« Les agences des Nations Unies créent essentiellement des ONG locales à leur image. D'autres ONG nationales ancrées dans les normes et méthodes de travail locales sont exclues des possibilités de financement et de partenariat. Cela touche particulièrement les groupes confessionnels locaux, qui ne s'ajustent pas parfaitement aux agences internationales ou ne reflètent pas leur mandat laïque ou leur forme institutionnelle. »

Organisation Caritas nationale en Afrique

Partenariats pour une réponse et un relèvement 'verts' de Covid19: approches agroécologiques centrées sur les connaissances et le leadership locaux

La COVID-19 est une maladie zoonotique, transmise des animaux aux humains. Les preuves indiquent que les maladies zoonotiques sont plus susceptibles de se propager lorsque les animaux et les humains sont en contact plus étroit, par ex. à cause de la perte d'habitat, de la déforestation, de l'agriculture intensive et des pratiques d'élevage. À ce titre, plusieurs partenaires de Caritas qui ont contribué à ce document ont souligné le lien étroit entre les causes profondes de la crise et l'importance d'adopter des approches 'vertes' locales pour la réponse et le relèvement de la Covid-19.

Les petits agriculteurs fournissent actuellement jusqu'à 80% de la nourriture consommée dans de nombreuses régions du monde en développement. Pourtant, dans la plupart des cas, la communauté internationale et les gouvernements concentrent les investissements de développement à plus long terme principalement sur les grandes entreprises agroalimentaires et les exportations agricoles; avec beaucoup moins de soutien ou d'attention aux petits agriculteurs. Avec la fermeture des frontières et les mesures de confinement imposées pendant la pandémie, les conséquences pour la sécurité alimentaire ont été multiples et dévastatrices dans de nombreux pays. Dans ce contexte, de nombreux partenaires Caritas ont investi dans des interventions qui s'inspirent des principes de l'agroécologie pour soutenir les agriculteurs de subsistance, les petits producteurs alimentaires et les coopératives. Au cœur de l'agroécologie se trouve un engagement envers la science, les principes et le savoir-faire de l'agriculture durable, qui vise à promouvoir des écosystèmes et des communautés sains et résilients. À ce stade, elle s'intéresse à l'exploitation agricole et rassemble des informations sur l'écosystème local, la biodiversité et les connaissances des agriculteurs; tout en promouvant la diversité des cultures et de la biodiversité.

Les organisations nationales Caritas ont travaillé en partenariat avec des groupes d'agriculteurs locaux, des coopératives, des spécialistes des moyens de subsistance et de l'environnement pour soutenir les programmes d'intervention et de relèvement de la Covid-19 fondés par des approches agroécologiques et centrés sur le leadership local. Un exemple concret en est le soutien apporté par les partenaires Caritas pour l'accès aux variétés de semences à pollinisation libre (OPV), qui, contrairement aux semences hybrides souvent distribuées par les agences humanitaires, peuvent être conservées pour être utilisées lors de la prochaine récolte. La page de couverture de ce rapport montre la photo d'une agricultrice qui a bénéficié d'un tel soutien au Nicaragua dans le cadre d'un projet mis en œuvre par une organisation nationale appelée Asociación de Mujeres Productoras (ASOMUPRO) financé par CAFOD. ASOMUPRO a également aidé les agricultrices à utiliser des systèmes d'irrigation solaires pour arroser leurs cultures et à participer à des groupes d'épargne et de crédit.

COORDINATION

La moitié des personnes ayant répondu à notre enquête ont indiqué un certain niveau d'engagement dans les processus de prise de décision entre agences, d'établissement des priorités et de développement de stratégies sur la Covid-19 au niveau national. Pour de nombreuses organisations Caritas nationales, il s'est agi davantage d'un engagement avec la coordination gouvernementale nationale et/ou sous-nationale, plutôt qu'avec les processus de clusters ou de groupes de travail sectoriels dirigés par l'ONU. Les clusters des Nations Unies auxquels les personnes interrogées ont le plus contribué ont été la sécurité alimentaire (25), l'EAH/WASH (19), la santé, la protection et les abris (17 au total). La logistique (5), le redressement rapide (5) et les télécommunications en situation d'urgence (0) ont été les derniers.

« Je résumerais la difficulté et l'opportunité auxquelles les organisations internationales et les groupes nationaux sommes confrontés ainsi : plus il y a de participation, mieux se fait la localisation ; moins il y a de participation, plus il y a d'isolement. »

Organisation Caritas nationale

Notre étude suggère que les difficultés les plus importantes auxquelles ont été confrontées les organisations Caritas nationales dans la coordination entre agences pendant la réponse à la crise de la Covid-19 ont été les suivantes :

Manque de connaissance du milieu religieux et approche d'instrumentalisation des organisations confessionnelles – Dès le début de la Covid-19, les agences des Nations Unies et les donateurs ont reconnu au niveau politique l'importance de la contribution des organisations confessionnelles et des autorités religieuses nationales à la réponse à la Covid-19. Pourtant, si des déclarations et des orientations mondiales sur la participation des acteurs religieux à la riposte à la pandémie ont été publiées, cela ne s'est pas traduit par une action systématique ou significative sur le terrain.

Les spécialistes de la santé travaillant pour Caritas ont contribué à l'élaboration de directives sur l'engagement des autorités religieuses nationales, facilitée par l'Organisation mondiale de la santé, qui s'est appuyée sur un engagement antérieur concernant les pandémies de SRAS et de VIH/SIDA.⁶ Sur les 51 réponses aux questions sur l'engagement avec l'OMS ou le Ministère de la Santé concernant la Covid-19, il y a eu une répartition égale de réponses signalant une participation (20) et de réponses ne signalant pas de participation (21), régulière et en coordination, sur le Plan stratégique de préparation et de riposte à la Covid-19 de l'OMS et des gouvernements des pays, ou à une réponse sanitaire plus large à la crise. En ce qui concerne la coordination avec l'OMS et le Ministère de la Santé, plusieurs réponses ont souligné le rôle de la Commission catholique de la santé, qui joue ce rôle de liaison au nom de l'organisation Caritas nationale. Quelques autres ont souligné qu'elles percevaient l'OMS comme étant très axée sur le gouvernement et peu intéressée par un engagement auprès de la société civile malgré les recommandations de l'équipe spéciale OMS-société civile pour renforcer la collaboration entre l'OMS, la société civile et les États membres au niveau mondial, régional et national.⁷ Dans quelques cas, les organisations Caritas nationales ont été invitées à une réunion au début de la crise de la Covid-19, mais cet engagement ne s'est pas poursuivi. Plusieurs réponses à notre enquête ont souligné que les organisations Caritas nationales ont plutôt tendance à s'engager à un « niveau de travail » inférieur, en particulier en cherchant l'approbation, des orientations et une coopération programmatique avec le gouvernement (bien que cela varie aussi en fonction de la nature des différentes relations entre l'État et la société civile).

Dans le cadre de la structure de coordination mondiale, régionale et nationale de l'ONU face à la Covid-19, l'UNICEF a établi son leadership sur « la communication des risques et l'engagement communautaire », dont l'attention au rôle des acteurs religieux. Cependant, comme expliqué ci-dessous, l'UNICEF a un chemin à parcourir pour combler cette aspiration à coordonner la mobilisation des autorités religieuses nationales et locales et la réalité sur le terrain. Les 60 participants à notre enquête ont tous été impliqués dans des travaux pertinents pour la communication des risques et l'engagement communautaire, mais seulement 9 d'entre eux ont mentionné avoir maintenu des relations à ce sujet avec l'UNICEF. Cela allait de la collaboration programmatique à l'utilisation de documents traduits produits par l'UNICEF. Dans 3 cas, les personnes interrogées ont souligné que pendant la crise de la Covid-19, des discussions avaient commencé en interne et directement avec l'UNICEF sur la volonté d'établir un partenariat.

Dans l'ensemble, la plupart des réponses à notre enquête ont décrit les agences des Nations Unies comme ayant encore une approche d'instrumentalisation des acteurs religieux. Elles reconnaissent que les acteurs religieux sont parmi les institutions les plus respectées et les plus fiables au niveau national et local, profondément enracinées dans

les communautés touchées par la crise. Cependant, la complexité du positionnement des acteurs religieux en termes de politique locale et de normes sociales, et le fait que les organisations confessionnelles « ne ressemblent pas » à des agences internationales, représentent des obstacles à un engagement efficace. Certaines organisations Caritas nationales qui avaient des partenariats établis de longue date avec des agences des Nations Unies ont décrit la possibilité de façonner le partenariat de manière significative. Pour d'autres, en particulier pour celles qui n'avaient pas de partenariat stratégique préexistant avec les agences des Nations Unies, les possibilités d'engagement pendant la réponse à la Covid-19 jusqu'à présent ont été limitées ou inexistantes.

Coordination œcuménique et interconfessionnelle sur la réponse à la crise de la Covid-19



« Les gens ont un respect particulier pour les hommes et les femmes de Dieu. Lorsque vous commencez à parler, les gens sortent de chez eux et prêtent attention. Par conséquent, chaque fois que nous allons les voir, ils nous écoutent vraiment. [...] Les gens m'ont vraiment répondu parce que j'utilisais notre langue locale. J'ai pris le temps de parler avec nos vendeurs sur le marché, y compris aux femmes qui vendent du poisson et qui utilisent la langue qu'elles comprennent... L'intervention de CAFOD est tombée à point nommé. »

– Révérend Abu Kargbo

Le révérend Abu Kargbo entreprend un engagement communautaire en Sierra Leone (CAFOD/2020)

Les organisations Caritas nationales et les ONGI de la confédération Caritas ont joué un rôle de premier plan dans le soutien à la collaboration œcuménique et interconfessionnelle dans la réponse à la pandémie. Par exemple, en Sierra Leone, CAFOD a soutenu la formation dispensée au Conseil interreligieux par le Ministère de la Santé, éclairée par les directives de l'OMS sur les messages, la prévention et l'information sur la Covid-19, que les autorités religieuses pourraient ensuite rapporter à leurs communautés respectives. Plus de 500 chefs religieux ont été formés. Avec la fermeture des églises et des mosquées, ils se sont ensuite lancés dans une campagne de sensibilisation par mégaphone, atteignant tous les districts du pays. Les messages ont été diffusés dans les langues locales et les chefs religieux ont pu parler à leurs communautés et répondre à leurs questions. Cela a comporté des travaux visant à accroître les connaissances sur les symptômes, la prévention et la réduction de la stigmatisation, notamment grâce à l'engagement de guérisseurs traditionnels. Cela a impliqué à son tour la canalisation du soutien vers une ONG locale appelée « Kambia District Development and Rehabilitation Organization » (KADDRO). Une campagne nationale à la radio et à la télévision a aussi été entreprise, avec des jingles traduits dans les sept principales langues et diffusés sur un réseau de stations de radio communautaires et dans des émissions de télévision hebdomadaires avec d'éminents chefs religieux et des représentants de la communauté de la santé déployés pour répondre aux questions du public et assurer un accès complet à l'information. Le travail a également été soutenu par le Conseil interreligieux de Sierra Leone s'engageant avec les autorités de l'État à répondre aux préoccupations concernant les violations des droits de l'homme apparues comme un impact secondaire de la crise, ainsi que pour aider à résoudre les problèmes qui se sont posés, grâce à une plateforme conjointe de planification et de coordination.

Au sein du système des Nations Unies, l'UNICEF a joué un rôle de premier plan pour faciliter la coordination et la liaison avec les acteurs religieux dans le cadre des efforts de « la communication des risques et l'engagement communautaire ». Ce faisant, l'UNICEF a mis l'accent sur son partenariat stratégique avec Religions pour la Paix, une ONG facilitant le réseautage entre les Conseils interreligieux nationaux sur les questions de consolidation de la paix, principalement. Religions pour la Paix a octroyé de petites subventions à ces Conseils, ce qui a facilité les efforts de formation à petite échelle. Cependant, un représentant de Religions pour la Paix a reconnu que son travail se faisait en général aussi à petite échelle et qu'il s'appuyait sur les efforts existants, gérés et dirigés au niveau national, et grâce auxquels les organisations confessionnelles nationales, dont les organisations Caritas nationales, travaillaient souvent à plus grande échelle en apportant les capacités de secrétariat au Conseil interreligieux.

La majorité des personnes ayant répondu à notre enquête participent à des groupes de travail, plateformes ou réseaux œcuméniques et/ou interreligieux au niveau national.⁸ Cependant, un plus petit pourcentage d'entre elles ont travaillé à travers ces plateformes pour s'engager auprès des agences des Nations Unies sur la coordination, le financement et la prise de décision. Des exemples ont été donnés d'organisations Caritas nationales tirant parti de ces partenariats pour solliciter un financement auprès des agences des Nations Unies, dont le PAM et l'UNICEF. Plusieurs d'entre elles, encore non engagées de cette manière, ont exprimé leur intérêt. Une question que soulèvent ces réponses est celle de la manifestation du caractère proactif des organisations Caritas nationales et de leur engagement à différents niveaux de coordination et de réseaux œcuméniques et interreligieux au niveau national. Dans certains contextes, par exemple en République démocratique du Congo, l'organisation Caritas nationale et la Commission pour la justice et la paix jouent un rôle de leadership et de facilitation auprès du groupe de travail interreligieux national. Elles ont mis à profit ce rôle pour obtenir un accès et une influence solides auprès des décideurs, tant au sein du gouvernement de la RDC que des agences des Nations Unies et des gouvernements donateurs. Dans d'autres contextes, les organisations Caritas nationales sont moins engagées ou seulement informées indirectement et inégalement sur le travail interreligieux, qui est dirigé par leur Conférence épiscopale ou d'autres acteurs.

Dominance des acteurs internationaux et acteurs locaux traités comme de simples sous-traitants

– Les réponses à nos questions d'enquête et à nos entretiens ont mis en évidence que les organisations Caritas nationales perçoivent la coordination humanitaire comme « *aussi internationale que possible, aussi locale que nécessaire* » plutôt qu'« *aussi locale que possible, aussi internationale que nécessaire* ». Plusieurs réponses ont suggéré que les processus de coordination actuels acheminent par défaut les fonds vers les agences des Nations Unies et les ONGI, plutôt que vers les acteurs nationaux et locaux. Une organisation Caritas nationale d'Amérique latine a décrit comment elle « *assistait occasionnellement à certaines réunions en tant qu'invitée, mais sans possibilité de participer à la prise de décision, ni d'établir des priorités ou des stratégies.* »

« Nos contributions techniques à des processus tels que l'évaluation des besoins sont appréciées, mais notre rôle n'est alors pas reconnu lorsque les priorités sont présentées aux donateurs ou autres. Cela ressemble à une relation extractive et descendante, pas à un partenariat. »

Organisation membre de Caritas en Amérique latine

Un certain nombre de réponses ont également souligné que l'élan de la coordination contre la Covid-19 semblait principalement axé sur les aspects sanitaires de la riposte, plutôt que sur ses impacts secondaires plus larges. Elles ont décrit la manière dont les efforts de coordination étaient donc définis en termes de spécialistes (par exemple l'OMS et d'autres acteurs de la santé) jouant un rôle principal. Les ONG nationales, y compris les organisations Caritas nationales, étaient perçues comme les bénéficiaires de formations ou de conseils techniques, plutôt que comme ayant des idées à apporter à la table de coordination.

Barrières linguistiques et rotation du personnel de coordination des agences internationales

– Dans toutes les régions, les organisations Caritas nationales ont décrit les difficultés qui découlent du personnel international chargé de la coordination manquant de compétences linguistiques locales ou d'autres moyens de dialoguer avec les acteurs locaux dans les langues locales. La rotation du personnel international chargé de la coordination a également été citée comme un obstacle important à la compréhension ou à l'engagement des acteurs locaux. Au Venezuela, par exemple, le cluster nutrition a été dirigé par quatre coordinateurs différents au cours de l'année écoulée.

Manque de soutien aux ONG nationales pour comprendre et influencer les processus de coordination

– S'engager dans les processus de coordination représente une difficulté, des contraintes en ce qui concerne les ressources humaines et la capacité financière. Les organisations Caritas nationales partagent ce même défi auquel sont confrontées de nombreuses ONG nationales pour recruter et retenir des cadres supérieurs capables d'explorer et d'influencer les espaces de coordination entre agences en même temps que leur « *travail quotidien* » intensif à la direction ou au niveau programmatique.

Quelques exemples positifs de soutien ont été cités. Par exemple, Karuna Mission Social Solidarity au Myanmar a été en mesure de contribuer à un niveau stratégique aux discussions et à la prise de décisions par le biais du Conseil consultatif du Fonds commun humanitaire de l'ONU dans le pays et de l'Équipe humanitaire Pays. Cependant, les organisations Caritas

nationales qui se sont engagées à ce niveau décrivent également à quel point elles disposent d'un espace d'influence limité. Les ONG nationales qui posent des questions épineuses sur le niveau des frais généraux que les agences des Nations Unies ou les ONGI absorbent, avant de sous-traiter les ONG nationales pour mettre en œuvre les programmes avec un soutien moindre de leurs frais généraux, deviennent *personæ non gratæ*. Parmi celles qui ont répondu à notre enquête, des organisations Caritas nationales participent actuellement aux Équipes humanitaires Pays de l'ONU ou d'ONG au Malawi et au Honduras. Le soutien des ONGI pour les accompagner dans ces processus, ainsi que dans la traduction de documents en temps voulu et le partage d'informations de manière stratégique, a été cité comme bonne pratique.

Un plaidoyer conjoint avec d'autres ONG nationales et locales a été considéré comme important et exige davantage d'attention et de ressources pour devenir plus efficace dans la promotion de la localisation. Les réseaux mondiaux, comme Charter4Change, ont également été considérés comme importants. En effet, en y participant, les organisations Caritas nationales et d'autres partenaires locaux ont pu apporter leurs idées dans les délibérations mondiales sur la localisation, notamment dans le cadre du Grand Bargain, de l'IASC et de tables rondes virtuelles organisées par des think-tanks influents au Royaume-Uni, en Allemagne et ailleurs. Tant que les forums d'ONG nationales ou les plateformes similaires ne seront pas renforcés, la voix des ONG nationales et locales restera fragmentée et faible.

Dominance de la capitale dans la prise de décisions et engagement irrégulier au niveau sous-national – Les commentaires critiques sur les processus de coordination ont souligné que ces derniers sont perçus comme descendants et instrumentalisants, c'est-à-dire que les agences des Nations Unies utilisent les processus pour légitimer le financement de leurs programmes, plutôt que comme espaces de véritables partenariats rassemblant différentes parties prenantes autour de priorités communes. Des commentaires critiques ont également été reçus sur la qualité de la coordination, qui a été qualifiée de médiocre au niveau sous-national, y compris par la Société nationale de la Croix-Rouge dans un cas précis. Les personnes ayant répondu à notre enquête ont également souligné qu'elles avaient plaidé pour des approches d'analyse et de programmation multisectorielles et géographiques « basées sur la zone », pour permettre un engagement plus holistique des ONG locales. Cependant, l'approche sectorielle des clusters et le double emploi de la cartographie 4W dans chaque cluster y fait obstacle.

Défis de la coordination humanitaire et de développement « Nexus » avec la société civile locale – En termes d'engagement avec les gouvernements hôtes et les institutions de développement (par exemple la Banque mondiale, le PNUD ou autres) sur la réponse à la Covid-19, il y a eu une répartition égale de réponses indiquant qu'elles avaient contribué (20) et qu'elles n'avaient pas contribué (20) aux processus de coordination, de planification ou de stratégie entre agences sur les impacts de la crise sur le développement.

Les participants ont souligné que le principal avantage avait été le partage d'informations et l'identification des lacunes dans les efforts collectifs. Les questions prioritaires soulevées ont été les moyens de subsistance, la sécurité alimentaire et la résilience. Diverses difficultés ont été citées. Par exemple, dans un contexte donné, les élections à venir et la dynamique politique connexe ont compliqué et entravé la prise de décision sur l'allocation des fonds et des programmes de développement. Cela reflète les défis plus larges auxquels sont confrontés les efforts du « Nexus » humanitaire, de développement et de paix, car les programmes de développement sont intrinsèquement davantage subordonnés et façonnés par les priorités politiques du gouvernement à différents niveaux que l'aide humanitaire indépendante et impartiale. À un niveau plus pratique, deux réponses ont souligné que leur organisation Caritas nationale n'avait pas de convention de partenariat stratégique avec les agences de développement internationales ou nationales qui dirigent ces processus et que, par conséquent, ces derniers ne se traduisaient pas en opportunités de financement pour elles.

Plusieurs membres du personnel d'organisations Caritas nationales ont souligné que leur travail était déjà motivé par une compréhension holistique des problèmes complexes de développement, de paix, humanitaires et autres auxquels les communautés sont confrontées. L'Encyclique *Laudato Si'* du Pape François parle de la nécessité d'une approche d'« écologie intégrale » pour comprendre que les difficultés auxquelles sont confrontées les personnes et les communautés sont interconnectées. Dans certains contextes, le programme « Nexus » tel qu'il est conduit par les donateurs institutionnels et les agences des Nations Unies semble guidé par une approche centrée sur l'ONU et/ou les gouvernements, et les engagements à placer « les personnes au centre » doivent encore se traduire par un engagement stratégique avec les organisations confessionnelles nationales et locales ou les autres représentants de la communauté avec lesquels nos partenaires travaillent.



Un membre du personnel de Caritas Bangladesh procède à l'enregistrement des bénéficiaires en porte-à-porte dans le cadre de l'intervention Covid19. (Caritas Internationalis/2020)



Caritas Venezuela facilite l'accès à la santé par des experts médicaux dans les quartiers les plus pauvres. (Caritas Internationalis/2020)



Caritas Chosica Lima, au Pérou, met en œuvre la formation à la sécurité Covid19 pour les femmes travaillant dans un établissement fournissant des aliments aux personnes dans le besoin. (Caritas Internationalis/2020)



Caritas RDC soutient des initiatives menées par les femmes pour maintenir les moyens de subsistance pendant la pandémie, y compris parmi les personnes handicapées. (Caritas Internationalis/2020)

CONCLUSION

La pandémie de Covid-19 a montré, une fois de plus, que les agences internationales ne doivent pas attendre que des crises surviennent pour tenter de faire participer les acteurs religieux nationaux, c'est-à-dire trop tard. Le système humanitaire international est centré sur des normes laïques, ainsi que sur des structures et des processus institutionnels qui ignorent en grande partie la manière dont la foi façonne la vie et la vision du monde de la majorité des gens à travers la planète. Les organisations Caritas nationales ne s'attendent pas à ce que les donateurs, les agences des Nations Unies ou les ONGI laïques fassent des compromis sur leurs principes, mais elles espèrent des formes de partenariat plus efficaces et plus significatives à l'avenir : reconnaître les différentes forces et contributions respectives des diverses ONG nationales et locales, y compris des organisations confessionnelles. Pour les organisations Caritas nationales, le programme de localisation apparaît comme un exercice technocratique tournant autour de modèles commerciaux concurrents qui reproduisent ou imposent trop souvent les priorités des agences internationales et leurs formes institutionnelles aux organisations locales. Elles préconisent plutôt une approche plus holistique pour soutenir le leadership local centré sur l'autonomisation des communautés touchées par la crise.

Pour passer à une approche plus efficace, les organisations confessionnelles internationales et nationales, dont les organisations Caritas nationales, peuvent jouer un rôle essentiel dans la médiation de l'approche descendante et axée sur la conformité des agences des Nations Unies et des autres acteurs humanitaires traditionnels auprès des acteurs religieux nationaux et locaux. Le caractère décentralisé des organisations Caritas nationales et des organisations Caritas diocésaines est ancré dans les structures ecclésiales au niveau national et local et en est le reflet. Elles peuvent jouer et elles jouent effectivement un rôle de partenariat « passerelle » entre le système humanitaire et les institutions et chefs religieux nationaux. Le renforcement de ces efforts requiert un travail des deux côtés.

Recommandations :

Donateurs

1. Élargir à plus long terme au niveau des pays les canaux de financement, les plateformes et les consortiums qui encouragent le leadership et/ou le co-leadership des différents acteurs nationaux de la société civile. Des mécanismes comme le réseau Start et/ou d'autres modèles de financement spécifiques pour chaque pays doivent être soutenus et éclairés par une analyse contextualisée de la préparation et de la capacité de la société civile locale à aborder la résilience et la réponse aux crises.
2. Établir des attentes obligatoires vis-à-vis des organisations intermédiaires internationales, agences des Nations Unies et ONGI, en termes d'approches de partenariats efficaces et de répercussion en cascade de financements de qualité, en particulier en ce qui concerne un soutien juste et cohérent des frais généraux des partenaires locaux. Toute agence intermédiaire recevant un financement pluriannuel et flexible doit être tenue d'articuler de claires feuilles de route mondiales et spécifiques à chaque pays, afin de promouvoir le leadership local dans la préparation aux situations d'urgence et l'action humanitaire.
3. Prendre des mesures pour assurer les connaissances des acteurs religieux et confessionnels des fonctionnaires des bureaux étrangers et des agences donatrices, et établir une approche systématique de consultation avec les acteurs religieux nationaux ; tirer parti des connaissances et des partenariats des organisations confessionnelles humanitaires. Diriger les ressources vers les organisations confessionnelles les mieux placées pour soutenir un engagement significatif des acteurs religieux au niveau national.



Un agent de santé de Caritas Ukraine aide une personne déplacée à l'intérieur du pays. (Caritas Internationalis/2020)

Agences de l'ONU

1. Fournir des rapports en temps voulu sur la répercussion en cascade par les agences des Nations Unies d'un financement de qualité aux ONG nationales et locales, en mettant en place des systèmes qui permettent au moins des rapports ventilés trimestriels sur la transmission du financement.
2. Établir une approche entre agences cohérente et adéquate pour couvrir les frais généraux des ONG nationales et locales.
3. Assurer une représentation cohérente des ONG nationales dans les processus décisionnels clés, en particulier dans les Comités consultatifs stratégiques des HCT et des CBPF. Fournir un financement aux forums d'ONG nationales et encourager les modèles d'accompagnement entre agences internationales et ONG nationales pour favoriser un engagement efficace.
4. Tirer parti des efforts déployés pour renforcer le financement des ONG nationales par le biais des agences des Nations Unies, des Fonds de Financement Commun Pays des Nations Unies (CBPF) et de la subvention globale des ONG du CERF pour accroître le financement des ONG nationales et locales. Lorsque les agences intermédiaires internationales sous-subsistent des ONG nationales ou locales, elles doivent clairement articuler leur valeur ajoutée en termes de soutien à la gestion financière ou aux problèmes techniques. Dans les situations de crise prolongée ou après les trois premiers mois d'une crise rapide sur le terrain, elles doivent articuler leur stratégie de sortie et leur contribution à la construction d'un leadership local à long terme.
5. Établir une approche à plus long terme pour impliquer les acteurs religieux nationaux et locaux ; tirer parti des connaissances et des partenariats des organisations confessionnelles humanitaires qui ont plusieurs mandats. Diriger les ressources vers les organisations confessionnelles les mieux placées pour soutenir un engagement significatif des acteurs religieux au niveau national.

Membres de la confédération Caritas

1. Réviser la mise en œuvre des engagements de la confédération Caritas en matière de localisation par chaque agence de Caritas, afin de référencer les bonnes pratiques, les difficultés et les opportunités. Identifier et accorder la priorité aux lacunes et aux faiblesses internes dans le transfert du pouvoir, ainsi qu'aux obstacles externes qui pourraient être résolus par le plaidoyer ou d'autres moyens.
2. Établir des paramètres de localisation plus clairs, spécifiques à chaque agence et basés sur le partenariat. Une attention particulière doit être accordée à la réalisation des engagements de la confédération Caritas en matière de prise en charge des frais généraux et du renforcement des capacités. Des paramètres doivent également être établis pour fixer des échéances ou des délais aux ONGI partenaires de Caritas qui transfèrent le leadership des consortiums et la conception et la gestion des programmes, ainsi que la direction technique dans différents secteurs, aux organisations Caritas nationales.
3. Renforcer la coordination entre les membres de Caritas avec un mandat international opérant au niveau national à l'appui des efforts de renforcement des capacités et de préparation à long terme des organisations Caritas nationales, ainsi qu'une approche commune pour aider les organisations Caritas nationales à s'engager avec les bailleurs de fonds et à influencer les processus de coordination et de financement entre agences.
4. Renforcer le soutien et la participation aux efforts plus larges de plaidoyer des ONG nationales et locales, notamment par le biais des forums d'ONG et d'efforts de coordination œcuménique et interreligieuse.
5. Explorer les possibilités d'établir des mémorandums d'accord ou protocoles d'entente internationaux ou nationaux avec les agences des Nations Unies et d'autres acteurs importants, afin de faciliter les partenariats à long terme et la préparation aux situations d'urgence.
6. Renforcer et systématiser les approches d'engagement auprès d'autres structures locales de la société civile et des communautés représentant les couches de la société les plus exposées et marginalisées, notamment par le biais de partenariats avec des organisations centrées sur les femmes, des organisations de personnes handicapées, des réseaux de jeunes et autres. Intégrer l'action à ce sujet dans les efforts plus larges de culture organisationnelle visant l'inclusion et la diversité.

NOTES

¹ Sept membres de Caritas ne sont pas engagés dans l'aide humanitaire dans leur propre pays et n'opèrent par mandat qu'au niveau international : Caritas Australie, CAFOD (Catholic Agency For Overseas Development, England and Wales), CRS (Catholic Relief Services), CORDAID (Catholic Organization for Relief and Development Aid, Pays-Bas), Développement et Paix (Canada), Trócaire (Irlande) et le SCIAF (Scottish Catholic International Aid Fund).

² Engagements de la confédération Caritas sur la localisation (2019) : <https://www.caritas.org/wordpress/wp-content/uploads/2019/03/CIPositionOnLocalisation.pdf>

³ Cfr. Encyclical Letter Deus Caritas Est, n° 31 and al., http://www.vatican.va/content/benedict-xvi/fr/encyclicals/documents/hf_ben-xvi_enc_20051225_deus-caritas-est.html

⁴ Le Comité permanent interorganisations (IASC) est un forum interinstitutions unique pour la coordination, l'élaboration de politiques et la prise de décisions impliquant les principaux partenaires humanitaires onusiens et non onusiens. L'IASC a été créé en juin 1992 en réponse à la résolution 46/182 de l'Assemblée générale des Nations Unies sur le renforcement de l'aide humanitaire. La résolution 48/57 de l'Assemblée générale a affirmé son rôle en tant que principal mécanisme de coordination entre agences d'aide humanitaire – <https://interagencystandingcommittee.org>

⁵ En ce qui concerne les difficultés, les menaces et les obstacles auxquels sont confrontés le gouvernement (groupes armés ou autres acteurs puissants), 37 réponses ont souligné diverses préoccupations concernant les impacts de cette situation sur leur capacité à travailler en toute sécurité et de manière indépendante. Plus d'un tiers des réponses ont souligné que la violence et les troubles politiques ont eu une influence négative sur la capacité des membres de Caritas à répondre à la Covid-19 et à d'autres besoins humanitaires en cours. Environ un quart d'entre elles ont attribué des limitations à leur travail à une politique gouvernementale inefficace ou à une mauvaise application des politiques, y compris la corruption. De nombreuses réponses ont aussi souligné que l'approche adoptée par les gouvernements de mettre en œuvre des confinements avait été préjudiciable à leurs opérations au service des personnes dans le besoin. À l'inverse, certaines réponses ont également cité des exemples où les ONG nationales avaient reçu une autorisation spéciale pour mener des opérations en tant que « travailleurs essentiels », mais cela n'a parfois pas été accompagné du soutien nécessaire pour que ce travail soit mené en toute sécurité (par exemple par une provision suffisante d'équipements de protection individuelle).

⁶ Considérations pratiques et recommandations de l'OMS à l'intention des autorités religieuses et des communautés de croyants dans le contexte de la COVID-19 : <https://www.who.int/publications/i/item/practical-considerations-and-recommendations-for-religious-leaders-and-faith-based-communities-in-the-context-of-covid-19>

⁷ Cf. <https://civilsociety4health.org>

⁸ Parmi les exemples de tels réseaux, figuraient le CEDES (Comité œcuménique pour le Développement social) et le CCM (Conseil chrétien du Mozambique, la SACBC (Conférence épiscopale des Évêques catholiques d'Afrique du Sud) qui est liée au Conseil des Églises, la CHASL (Association chrétienne de la santé de Sierra Leone), les organes œcuméniques de la Conférence épiscopale du Malawi, le Conseil des Églises du Malawi et l'Association évangélique du Malawi, le Conseil interreligieux du Kenya, le Conseil des Églises du Liberia, le Réseau des Conseils interreligieux en Guinée, la Plateforme des confessions religieuses en République centrafricaine, la Plateforme Covid-19 de la Conférence épiscopale du Congo, l'Association camerounaise pour le dialogue interreligieux.

Photo de couverture : Les conditions météorologiques extrêmes telles que les sécheresses, les inondations et les glissements de terrain signifient que l'agriculture dans les zones rurales du Nicaragua est difficile, mais le coronavirus et les mesures de verrouillage ont poussé certaines familles dans la crise. CAFOD, membre de la confédération Caritas avec un mandat international, soutient une organisation nationale appelée Asociación de Mujeres Productoras (ASOMUPRO) pour aider les agricultrices à accéder à des semences de bonne qualité qui résistent au changement climatique et peuvent être plantées lors de la prochaine saison de récolte.

Ce document est un document de travail produit par la task force sur la politique humanitaire de Caritas Internationalis, basée sur le partenariat entre les membre Caritas avec un mandat international et les Caritas nationales et locales de la confédération. Nous remercions les nombreux employés et bénévoles de la famille Caritas qui ont partagé leurs points de vue afin d'étayer l'analyse et les recommandations de ce document.

Pour plus d'informations sur Caritas Internationalis, consultez le site : <https://www.caritas.org/>

